

Vu le décret n° 2020-154 du 19 juin 2020 portant prorogation de l'état d'urgence sanitaire en République du Congo ;

Vu le décret n° 2020-196 du 8 juillet 2020 portant prorogation de l'état d'urgence sanitaire en République du Congo ;

Vu le décret n° 2020-243 du 28 juillet 2020 portant prorogation de l'état d'urgence sanitaire en République du Congo ;

Vu le décret n° 2020-276 du 18 août 2020 portant prorogation de l'état d'urgence sanitaire en République du Congo ;

Vu le décret n° 2020-354 du 7 septembre 2020 portant prorogation de l'état d'urgence sanitaire en République du Congo ;

Vu le décret n° 2020-429 du 26 septembre 2020 portant prorogation de l'état d'urgence sanitaire en République du Congo ;

En conseil des ministres,

Décète :

Article premier : L'état d'urgence sanitaire déclaré par décret n° 2020-93 du 30 mars 2020 susvisé et prorogé par décrets n°s 2020-118 du 20 avril 2020, 2020-128 du 9 mai 2020, 2020-144 du 30 mai 2020, 2020-154 du 19 juin 2020, 2020-196 du 8 juillet 2020, 2020-243 du 28 juillet 2020, 2020-276 du 18 août 2020, 2020-354 du 7 septembre 2020 et 2020-429 du 26 septembre 2020 susvisés est à nouveau prorogé pour une durée de vingt jours, à compter du 18 octobre 2020, sur toute l'étendue du territoire national.

Article 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo.

Fait à Brazzaville, le 17 octobre 2020

Par le Président de la République,

Denis SASSOU-N'GUESSO

Le Premier ministre, chef du Gouvernement,

Clément MOUAMBA

Le vice-Premier ministre, chargé de la fonction publique, de la réforme de l'Etat, du travail et de la sécurité sociale,

Firmin EYESSA

Le ministre de la justice et des droits humains et de la promotion des peuples autochones,

Aimé Ange Wilfrid BININGA

Le ministre de l'intérieur et de la décentralisation,

Raymond Zéphirin MBOULOU

Pour le ministre de la défense nationale, en mission :

Le ministre de l'intérieur et de la décentralisation,

Raymond Zéphirin MBOULOU

La ministre de la santé, de la population, de la promotion de la femme et de l'intégration de la femme au développement,

Jacqueline Lydia MOKOLO

Le ministre des finances et du budget,

Calixte NGANONGO

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, SECONDAIRE ET DE L'ALPHABETISATION

Décret n° 2020-556 du 15 octobre 2020 fixant les attributions, l'organisation et le fonctionnement des organes de gestion des établissements scolaires de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et secondaire général et de l'alphabétisation

Le Président de la République,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 8-2003 du 6 février 2003 portant loi organique relative à l'exercice de la tutelle sur les collectivités locales ;

Vu la loi n° 25-95 du 17 novembre 1995 modifiant la loi scolaire n° 008-90 du 6 septembre 1990 et portant réorganisation du système éducatif en République du Congo ;

Vu la loi n° 3-2003 du 17 janvier 2003 fixant l'organisation administrative territoriale ;

Vu la loi n° 7-2003 du 6 février 2003 portant organisation et fonctionnement des collectivités locales ;

Vu la loi n° 9-2003 du 6 février 2003 fixant les orientations fondamentales de la décentralisation ;

Vu la loi n° 30-2003 du 20 octobre 2003 portant institution du régime financier des collectivités locales ;

Vu la loi n° 31-2003 du 24 octobre 2003 portant détermination du patrimoine des collectivités locales ;

Vu la loi n° 5-2005 du 25 mai 2005 portant statut de la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n° 14-2019 du 21 mai 2019 modifiant et complétant les articles 41, 53, 65 et 69 de la loi n° 5-2005 du 25 mai 2005 portant statut de la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n° 16-2019 du 21 mai 2019 fixant la répartition des compétences entre l'Etat et les collectivités locales en matière d'enseignement préscolaire, primaire et secondaire et définissant les modalités de leur exercice par le département et la commune ;

Vu le décret n° 2016-367 du 27 décembre 2016 relatif aux attributions du ministre de l'enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation ;

Vu le décret n° 2017-404 du 10 octobre 2017 relatif aux attributions du ministre de l'intérieur et de la décentralisation ;

Vu le décret n° 2017-371 du 21 août 2017 portant nomination du Premier ministre, chef du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2017-373 du 22 août 2017 portant nomination des membres du Gouvernement ;

En Conseil des ministres,

Décète :

TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

Article premier : Le présent décret fixe, en application de l'article 46 de la loi n° 16-2019 du 21 mai 2019 susvisée, les attributions, l'organisation et le fonctionnement des organes de gestion des établissements scolaires de l'enseignement préscolaire, primaire et secondaire général et de l'alphabétisation.

Article 2 : Les établissements scolaires concernés par le présent décret sont :

- les centres d'alphabétisation et de rescolarisation ;
- les centres d'éducation préscolaire ;
- les écoles primaires ;
- les collèges d'enseignement général ;
- les lycées d'enseignement général.

TITRE II : DES ORGANES DELIBERANTS

Article 3 : Il est institué, au sein de chaque établissement de l'enseignement public et privé de l'enseignement préscolaire, primaire et secondaire général et des centres d'alphabétisation ou de rescolarisation, les organes délibérants ci-après :

- le conseil d'administration ;
- le conseil de discipline ;
- le conseil des maîtres ou des professeurs ;
- le conseil de classe.

Article 4 : Les organes délibérants des établissements scolaires de l'enseignement préscolaire, primaire et secondaire général et d'alphabétisation sont assistés par des équipes de maîtrise.

Chapitre 1 : Du conseil d'administration

Section 1 : Des attributions

Article 5 : Le conseil d'administration dispose des compétences décisionnelles et consultatives.

Article 6 : Les compétences décisionnelles sont :

- l'adoption du budget-programme et des décisions budgétaires modificatives ;
- l'arrêt du compte financier ;
- l'adoption du règlement intérieur ;
- l'autorisation de l'acquisition des dons et legs ;
- l'autorisation de l'acquisition ou de l'aliénation des biens ;
- l'accord sur le programme des associations fonctionnant au sein de l'établissement, sur la passation des conventions dont l'établissement est signataire ;
- le déroulement et l'encadrement des stages de formation du personnel enseignant et d'appui dans leurs domaines de compétence ;
- la définition des programmes d'actions pédagogiques spécifiques.

Article 7 : Le conseil d'administration est obligatoirement consulté sur :

- les œuvres scolaires ;
- l'utilisation des locaux scolaires pour l'organisation d'activités à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif ;
- la modification par l'autorité locale des heures d'entrée et de sortie de l'établissement.

Le conseil d'administration émet des avis sur :

- l'éducation civique, morale et pour la paix ;
- la santé, l'action sociale et la sécurité ;
- les questions relatives à la santé, à l'action sociale, à la sécurité ;
- tout sujet pouvant avoir une incidence sur le fonctionnement de l'établissement.

Section 2 : De la composition

Article 8 : Le conseil d'administration d'un établissement scolaire est composé des membres de droit et des membres élus.

Sont membres de droit :

- le président du conseil départemental ou municipal ou son représentant ;
- le sous-préfet ou son représentant, pour le district ;
- l'administrateur-maire ou son représentant, pour l'arrondissement et la communauté urbaine ;
- le directeur départemental de l'enseignement général ou son représentant ;
- l'inspecteur coordonnateur ou le chef de la circonscription ou son représentant ;
- l'inspecteur ou le conseiller du sport ;
- l'inspecteur sectoriel de la jeunesse ;
- le responsable du foyer d'éducation civique ;
- le chef d'établissement concerné ;
- l'inspecteur chargé des activités pédagogiques ou un conseiller pédagogique, pour le préscolaire et le primaire ;
- le coordonnateur départemental de l'alphabétisation ;
- le ou les directeur(s) des études ;
- le ou les surveillant(s) généraux ;
- le gestionnaire comptable (économe, pour le centre d'alphabétisation, le préscolaire, le primaire et le collège, ou intendant, pour le lycée) ;
- le conseiller d'orientation ;
- le médecin chef du district sanitaire ou son représentant.

Sont membres élus par leurs pairs :

- deux représentants des enseignants ;
- deux représentants des élèves ;
- un représentant par syndicat de base des enseignants et des élèves ;
- un représentant par association des parents d'élèves.

Sont désignés par l'autorité administrative locale compétente :

- le responsable de l'hygiène scolaire ou du centre de santé desservant l'établissement ;
- l'assistant(e) social(e).

Section 3 : Du fonctionnement

Article 9 : La convocation et l'ordre du jour relatif aux sessions du conseil d'administration sont transmis aux membres au moins quarante-huit (48) heures à l'avance.

Article 10 : Les délibérations du conseil d'administration ne sont valables que si les deux tiers (2/3) de ses membres sont présents.

Les décisions sont adoptées à la majorité simple des membres du conseil.

Article 11 : Les sessions du conseil d'administration sont sanctionnées par un compte rendu.

Article 12 : La fonction de conseiller est gratuite.

Article 13 : Le chef d'établissement est chargé de l'exécution des délibérations des conseils énumérés à l'article 3 du présent décret. Il rend compte par un rapport à chaque organe délibérant.

Article 14 : Pendant les sessions, le conseil d'administration dispose d'un bureau comprenant :

- président : le président du conseil départemental ou municipal ou son représentant ;
- vice-président : le directeur départemental de l'enseignement ou son représentant ;
- secrétaire : le chef d'établissement.

Le conseil d'administration est assisté par un secrétariat composé de deux membres.

Article 15 : Le président convoque les sessions du conseil d'administration et dirige les travaux.

Le vice-président supplée le président en cas d'absence ou d'empêchement.

Le secrétaire prépare les dossiers à soumettre à la délibération du conseil. Il rédige les documents sanctionnant la session et conserve les archives.

Les deux membres du secrétariat assistent le secrétaire pendant la session.

Article 16 : Le conseil d'administration se réunit en session ordinaire, en début et en fin d'année, sur convocation de son président.

Toutefois, le conseil d'administration peut être convoqué en session extraordinaire en cas de nécessité.

Article 17 : Le conseil d'administration peut inviter à titre consultatif toute personne qu'il juge utile d'entendre.

Chapitre 2 : Du conseil de discipline

Section 1 : Des attributions

Article 18 : Le conseil de discipline est chargé, notamment, de :

- prendre, conformément au règlement intérieur de l'établissement, des mesures pratiques en vue de prévenir les éventuelles fautes ;
- prononcer des sanctions appropriées en cas de commission de fautes ;
- statuer sur toutes les questions relatives au comportement des élèves évoluant au sein de l'établissement ;
- sélectionner et récompenser en fin d'année scolaire les meilleurs élèves sur le plan de la discipline, du rendement scolaire et de l'exemplarité.

Section 2 : De la composition

Article 19 : Le conseil de discipline des collèges et des lycées est composé des membres de droit et des membres élus.

Sont membres de droit :

- le chef d'établissement ;
- le ou les directeurs des études ;
- le ou les surveillants généraux ;
- le professeur principal.

Sont membres élus par leurs pairs :

- deux représentants du personnel de l'établissement ;
- un représentant des élèves ;
- un représentant du bureau des parents d'élèves.

Article 20 : Le conseil de discipline des centres d'alphabétisation et de rescolarisation, du préscolaire et des écoles primaires est composé des membres de droit et des membres élus suivants :

Sont membres de droit

- le chef d'établissement ;
- le directeur adjoint ou le maître principal de classe.

Sont membres élus :

- deux représentants du personnel ;
- un représentant du bureau des parents d'élèves ;
- un représentant des élèves.

Section 3 : Du fonctionnement

Article 21 : La convocation et l'ordre du jour relatif aux sessions du conseil de discipline sont transmis aux membres au moins quarante-huit (48) heures à l'avance.

Article 22 : Les délibérations du conseil de discipline ne sont valables que si les deux tiers (2/3) de ses membres sont présents.

Les décisions sont adoptées à la majorité simple des membres du conseil.

Article 23 : Les sessions du conseil de discipline sont sanctionnées par un procès-verbal.

Article 24 : La fonction de conseiller est gratuite.

Article 25 : Le conseil de discipline se réunit chaque fois, en cas de nécessité, sur convocation de son président ou à la demande de la majorité simple de ses membres.

Pendant les sessions, le conseil de discipline dispose d'un bureau comprenant :

- le chef d'établissement ;
- un représentant du bureau des parents d'élèves ;
- un représentant des élèves ;
- un secrétaire : à désigner lors des séances.

Article 26 : L'élève convoqué devant le conseil de discipline est accompagné de son tuteur lors des auditions. Cependant, le conseil de discipline statue hors la présence de l'élève et de son tuteur.

Article 27 : Le conseil de discipline peut inviter à titre consultatif, toute personne qu'il juge utile d'entendre.

Article 28 : Le conseil de discipline prononce des sanctions conformément au règlement intérieur de l'établissement.

Chapitre 3 : Du conseil des professeurs ou des maîtres

Section 1 : Des attributions

Article 29 : Le conseil des professeurs ou des maîtres est chargé d'examiner les questions pédagogiques de l'établissement.

Section 2 : De la composition

Article 30 : Sont membres du conseil des professeurs ou des maîtres :

- le chef d'établissement ;
- les chefs de services auprès du chef d'établissement ;
- les enseignants de l'établissement.

Section 3 : Du fonctionnement

Article 31 : La convocation et l'ordre du jour relatif aux sessions du conseil des professeurs ou des maîtres sont transmis aux membres au moins quarante-huit (48) heures à l'avance.

Article 32 : Les délibérations du conseil des professeurs ou des maîtres ne sont valables que si les deux tiers (2/3) de ses membres sont présents.

Les décisions sont adoptées à la majorité simple des membres du conseil.

Article 33 : Les sessions du conseil des professeurs ou des maîtres sont sanctionnées par un compte rendu.

Article 34 : La fonction de conseiller est gratuite.

Article 35 : Pendant les sessions, le conseil des professeurs ou des maîtres dispose d'un bureau composé ainsi qu'il suit :

- président : le chef d'établissement ;
- vice-président : le directeur des études ou le directeur adjoint ;
- secrétaire : à désigner lors des séances.

Article 36 : Le conseil des professeurs ou des maîtres se réunit quatre fois l'an en sessions ordinaires :

- la première session examine et adopte le règlement intérieur, le programme d'activités pédagogiques, la répartition des emplois du temps et des classes ;
- la deuxième et la troisième session analyse les activités réalisées respectivement au premier et au deuxième trimestre ;
- la dernière session fait le bilan des activités pédagogiques, adopte les modalités d'admission ou de passage, de redoublement, d'orientation et d'exclusion et formule des suggestions pour l'année scolaire suivante.

Le conseil des professeurs ou des maîtres se tient avant le conseil de classe.

Article 37 : Le conseil peut se réunir en session extraordinaire chaque fois que les circonstances l'exigent, sur convocation du chef d'établissement ou à la demande des deux tiers (2/3) de ses membres.

Chapitre 4 : Du conseil de classe

Section 1 : Des attributions

Article 38 : Le conseil de classe est chargé d'examiner les questions pédagogiques intéressant la vie de la classe, notamment, les effectifs, les présences, les absences, les retards, les résultats, les pourcentages de succès ou d'échec.

Il statue également sur :

- la situation de chaque élève, notamment en matière d'assiduité, de ponctualité et de discipline ;
- le travail scolaire ;
- les sanctions et les récompenses.

Section 2 : De la composition

Article 39 : Sont membres du conseil de classe :

- le chef d'établissement ;
- le directeur des études ou le directeur adjoint ;
- le ou les surveillants généraux ;
- le professeur principal ou le maître de la classe ;
- trois représentants des élèves.

Section 3 : Du fonctionnement

Article 40 : La convocation et l'ordre du jour relatif aux sessions du conseil de classe sont transmis aux membres du conseil au moins quarante-huit (48) heures à l'avance.

Article 41 : Les délibérations du conseil de classe ne sont valables que si les deux tiers (2/3) de ses membres sont présents.

Les décisions sont adoptées à la majorité simple des membres du conseil.

Article 42 : Les sessions du conseil de classe sont sanctionnées par un procès-verbal.

Article 43 : La fonction de conseiller est gratuite.

Article 44 : Le conseil de classe se réunit à la fin de chaque trimestre en session ordinaire, sur convocation de son président.

Toutefois, il peut se réunir en session extraordinaire en cas de nécessité, sur convocation du président ou à la demande des deux tiers (2/3) de ses membres.

Article 45 : Pendant les sessions, le conseil de classe dispose d'un bureau comprenant :

- un président : le chef d'établissement ;
- un vice-président : le directeur des études ou le directeur adjoint ;
- un secrétaire : à désigner lors des séances.

TITRE III : DE L'EQUIPE DE MAITRISE

Article 46 : L'équipe de maîtrise est l'ensemble des responsables chargés de la gestion administrative, pédagogique, financière et patrimoniale de l'établissement au quotidien.

Chapitre 1 : De l'équipe de maîtrise du préscolaire, du primaire, des centres d'alphabétisation et de rescolarisation

Article 47 : L'équipe de maîtrise dans un centre d'éducation préscolaire, d'alphabétisation et de réscolarisation et d'une école primaire comprend :

- un directeur ;
- un directeur adjoint ;
- un économiste.

Article 48 : Le directeur de l'école ou le chef d'établissement est le premier responsable de la

gestion administrative, financière, pédagogique, et culturelle de sa structure.

A. ce titre, il est chargé, notamment, de :

- élaborer et mettre en œuvre le projet de développement de l'établissement ;
- organiser et contrôler l'acte pédagogique ;
- fixer le service de chaque enseignant dans le respect des textes en vigueur ;
- veiller à l'établissement des emplois du temps des classes et des professeurs ;
- assurer le suivi des enseignants et le contrôle permanent des activités pédagogiques, le contrôle des programmes scolaires et la qualité des apprentissages ;
- préparer les dossiers de transfert des élèves ;
- recruter les élèves en fonction des places disponibles, conformément aux textes en vigueur ;
- veiller à l'organisation et au déroulement des stages de formation du personnel enseignant et d'appui dans leurs domaines de compétence ;
- veiller à l'organisation et au déroulement des évaluations ;
- analyser les résultats scolaires ;
- organiser l'émulation scolaire ;
- superviser les activités culturelles et sportives en sa qualité de président de l'association sportive de l'établissement ;
- promouvoir les œuvres scolaires ;
- représenter l'établissement dans les actes de la vie civile.

Article 49 : Sur le plan administratif, le chef d'établissement a, entre autres missions, de :

- préparer et assurer la rentrée scolaire ;
- rédiger et signer les correspondances administratives ;
- préparer les travaux du conseil d'administration ;
- élaborer les différents rapports scolaires et les transmettre à la hiérarchie dans les délais impartis ;
- présider les réunions des conseils des maîtres ou des professeurs, de discipline et de classe ;
- préparer les dossiers de transfert des élèves ;
- recruter les élèves en fonction des places disponibles, conformément aux textes en vigueur et aux orientations de l'échelon supérieur ;
- veiller à la discipline générale, à la sécurité des personnes et des biens, à l'hygiène et à la salubrité de l'établissement ;
- faire appliquer strictement le calendrier scolaire ;
- établir et faire appliquer le règlement intérieur de l'établissement ;
- tenir à jour les dossiers des élèves et des personnels.

Article 50 : Sur le plan matériel et financier, le chef d'établissement est responsable de la gestion financière et matérielle de son établissement.

A cet effet, il est chargé, notamment, de :

- préparer le budget-programme de l'établissement qu'il soumet au conseil d'administration ;
- veiller à l'exécution du budget-programme ;
- veiller à l'exécution des décisions du conseil d'établissement ;
- ordonner les dépenses de l'établissement ;
- vérifier la régularité des opérations ;
- veiller à l'utilisation du matériel de l'établissement.

Article 51 : Sur le plan social, le chef d'établissement est chargé de promouvoir et d'entretenir des relations avec les autorités locales et avec les partenaires sociaux impliqués dans la vie de l'établissement.

Article 52 : Le directeur de l'école est assisté par un directeur adjoint.

Le directeur adjoint de l'école supplée le chef d'établissement dans ses fonctions.

Il encadre les stages de formation du personnel enseignant et d'appui dans leurs domaines de compétence.

Article 53 : L'économe est chargé, notamment, de :

- préparer et exécuter le budget ;
- manier tous les fonds et valeurs ;
- conserver les documents et pièces justificatives des opérations prises en compte ;
- centraliser et vérifier les opérations comptables ;
- assurer le contrôle, la conservation et la maintenance des meubles et immeubles ;
- élaborer et transmettre le rapport de fin trimestre au chef d'établissement.

Chapitre 2 : Des équipes de maîtrise des établissements du secondaire général

Article 54 : L'équipe de maîtrise dans un établissement de l'enseignement secondaire général est constituée ainsi qu'il suit :

- le chef d'établissement : le directeur, pour le collège et le proviseur, pour le lycée ;
- le ou les directeurs des études ;
- le ou les surveillants généraux ;
- l'économe ou l'intendant.

Article 55 : Le chef d'établissement est le premier responsable de la gestion administrative, financière, matérielle, pédagogique et culturelle de sa structure.

A ce titre, il est chargé, notamment, de :

- élaborer et mettre en œuvre le projet de développement de l'établissement ;
- organiser et contrôler l'acte pédagogique ;
- fixer le service de chaque enseignant dans le respect de chacun et des textes en vigueur ;
- veiller à l'établissement des emplois du temps

des classes et des professeurs ;

- assurer le suivi des enseignants et le contrôle permanent des activités pédagogiques, des programmes scolaires et de la qualité des apprentissages ;
- veiller à l'organisation et au déroulement des stages de formation du personnel enseignant et d'appui dans leurs domaines de compétence ;
- veiller à l'organisation et au déroulement des évaluations analyser les résultats scolaires ;
- organiser l'émulation scolaire ;
- superviser les activités culturelles et sportives en sa qualité de président de l'association sportive de l'établissement ;
- promouvoir les œuvres scolaires.

Article 56 : Sur le plan administratif, le chef d'établissement a pour missions de :

- préparer et assurer la rentrée scolaire ;
- rédiger les correspondances administratives ;
- préparer les travaux du conseil d'administration ;
- élaborer les différents rapports scolaires en respectant scrupuleusement les délais d'exécution ;
- présider les réunions des conseils des professeurs, de discipline et de classe ;
- apprécier et noter le personnel ;
- nommer le professeur principal de chaque classe, sur propositions du directeur des études ;
- préparer les dossiers de transfert des élèves ;
- recruter les élèves en fonction des places disponibles, conformément aux textes en vigueur et aux orientations de l'échelon supérieur ;
- veiller à la discipline générale, à la sécurité des personnes et des biens, à l'hygiène et à la salubrité de l'établissement ;
- faire appliquer strictement le calendrier scolaire ;
- établir et faire appliquer le règlement intérieur de l'établissement ;
- tenir à jour les dossiers des élèves et des personnels.

Article 57 : Sur le plan matériel et financier, le chef d'établissement est responsable de la gestion financière et matérielle de son établissement.

A cet effet, il est chargé, notamment, de :

- préparer le budget-programme de l'établissement qu'il soumet au conseil d'administration ;
- veiller à l'exécution du budget-programme ;
- ordonner les dépenses de l'établissement ;
- vérifier la régularité des opérations ;
- veiller à l'utilisation du matériel de l'établissement.

Article 58 : Sur le plan social, le chef d'établissement doit promouvoir et entretenir des relations avec les partenaires sociaux impliqués à la vie de l'établissement.

Article 59 : Sous l'autorité du chef d'établissement, le directeur des études est chargé, notamment, de :

- veiller au respect des programmes officiels ;
- élaborer les documents de pilotage, notamment, le programme d'actions, et le planning d'activités ;
- élaborer les rapports pédagogiques, notamment, le rapport statistique, le rapport prévisionnel, le rapport flash, le rapport de rentrée, le rapport de fin de trimestre et le rapport de fin d'année ;
- élaborer les calendriers d'animation pédagogique et de visite de classes ;
- constituer les classes, élaborer les emplois du temps ;
- encadrer les stages de formation du personnel enseignant et d'appui dans leurs domaines de compétence ;
- contrôler l'état d'avancement des programmes et les présences des professeurs ;
- organiser et conduire les différents conseils de professeurs et de classes et les évaluations ;
- coordonner les groupes d'animation pédagogique ou les départements pédagogiques ;
- analyser les résultats scolaires ;
- publier les différentes évaluations ;
- assurer le suivi psychopédagogique en collaboration avec les professeurs et les conseillers d'orientation ;
- veiller au fonctionnement de la bibliothèque et des laboratoires ;
- gérer le matériel pédagogique et didactique, le matériel de laboratoire et sportif ;
- assurer la formation continue des professeurs.

Article 60 : Placé sous l'autorité du chef d'établissement, le surveillant général est chargé, notamment, de :

- maintenir l'ordre et la discipline en application du règlement intérieur ;
- promouvoir toute action rendant l'école plus accueillante et viable sur le plan sanitaire et hygiénique ;
- développer la vie associative, des activités culturelles et sportives ;
- entretenir les rapports de travail avec la communauté éducative ;
- veiller à la salubrité et à la sécurité de l'établissement ;
- recevoir les désidératas des élèves et régler les conflits qui peuvent surgir entre eux ;
- contrôler le mouvement quotidien des classes et des élèves ;
- assurer la relation entre l'école et les parents d'élèves ;
- préparer les conseils de discipline et en assurer le secrétariat ;
- élaborer et transmettre le rapport de fin de trimestre au chef d'établissement.

Article 61 : Placé sous l'autorité du chef d'établissement, l'économiste est chargé, notamment, de :

- préparer et exécuter le budget ;
- manier tous les fonds et valeurs ;
- conserver les documents et pièces justificatives des opérations prises en compte ;
- centraliser et vérifier les opérations comptables ;
- assurer le contrôle, la conservation et la maintenance des biens meubles et immeubles ;
- réaliser les inventaires du patrimoine ;
- élaborer et transmettre le rapport de fin de chaque trimestre au chef d'établissement.

TITRE IV : DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Article 62 : Les membres des organes délibérants et des équipes de maîtrise des établissements scolaires de l'enseignement préscolaire, primaire et secondaire général et d'alphabétisation ou de rescolarisation sont nommés par arrêté du président du conseil départemental ou municipal parmi les professionnels de l'enseignement préscolaire, primaire et secondaire général et d'alphabétisation.

Article 63 : En attendant le transfert effectif aux collectivités locales du personnel nécessaire à leur fonctionnement, les établissements scolaires de l'enseignement préscolaire, primaire et secondaire général et de l'alphabétisation ou de la rescolarisation sont gérés par les membres des organes délibérants et des équipes de maîtrise, nommés par arrêté du ministre chargé de l'enseignement préscolaire, primaire et secondaire général et de l'alphabétisation.

Article 64 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo.

Fait à Brazzaville, le 15 octobre 2020

Par le Président de la République,

Denis SASSOU-N'GUESSO

Le Premier ministre, chef du Gouvernement,

Clément MOUAMBA

Le vice-Premier ministre, chargé de la fonction publique, de la réforme de l'Etat, du travail et de la sécurité sociale,

Firmin AYESA

Le ministre de l'intérieur et de la décentralisation,

Raymond Zéphirin MBOULOU

Le ministre de l'enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation,

Anatole Collinet MAKOSSO